

**Les règlements administratifs établissent
les règles de fonctionnement de :**

**Canadian Association of Learned Journals /
L'Association canadienne de revues savantes**

(l'organisation)

Il est décrété que les dispositions suivantes constituent les règlements administratifs de l'organisation :

1. Définitions

À moins que le contexte n'indique un sens différent, dans les présents règlements administratifs ainsi que dans tous les autres règlements administratifs de l'organisation :

« assemblée de membres » s'entend d'une assemblée annuelle ou extraordinaire des membres;

« assemblée extraordinaire de membres » s'entend d'une assemblée d'une ou de plusieurs catégories de membres ou d'une assemblée extraordinaire de tous les membres ayant le droit de vote à une assemblée annuelle de membres;

« conseil d'administration » s'entend du conseil d'administration de l'organisation et
« administrateur » s'entend d'un membre du conseil;

« Loi » la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, L.C. 2009, ch. 23, y compris les règlements pris en vertu de la Loi et toute loi ou tout règlement qui pourraient les remplacer, ainsi que leurs modifications;

« proposition » s'entend d'une proposition présentée par un membre de l'organisation qui répond aux exigences de l'article 163 (Proposition d'un membre) de la Loi;

« règlement » désigne tout règlement pris en application de la Loi ainsi que leurs modifications ou mises à jour, qui sont en vigueur;

« règlement administratif » désigne les présents règlements administratifs et tous les autres règlements administratifs de l'organisation ainsi que leurs modifications, qui sont en vigueur;

« résolution extraordinaire » s'entend d'une résolution adoptée aux deux tiers (2/3) au moins des voix exprimées;

« résolution ordinaire » s'entend d'une résolution adoptée à cinquante pour cent (50 %) plus une (1) au moins des voix exprimées;

« statuts » désigne les statuts constitutifs, initiaux ou mis à jour, ainsi que les clauses de modification, les statuts de fusion, les statuts de prorogation, les clauses de réorganisation, les clauses d'arrangement et les statuts de reconstitution.

2. Interprétation

Dans l'interprétation des présents règlements administratifs, les termes utilisés au masculin incluent le féminin et ceux utilisés au singulier comprennent le pluriel et inversement, et le terme « personne » comprend un particulier, une personne morale, une société de personnes, une société de fiducie et un organisme non doté d'une personnalité morale.

Autrement que tel que spécifié précédemment, les mots et les expressions définis dans la Loi ont la même signification lorsqu'ils sont utilisés dans les présents règlements administratifs.

3. Signature des documents

Les actes, les transferts, les cessions, les contrats, les obligations et autres documents écrits nécessitant la signature de l'organisation peuvent être signés par deux (2) de ses dirigeants ou administrateurs. En outre, le conseil d'administration peut déterminer la manière dont un document particulier ou un type de document doit être signé et désigner le ou les signataires. Toute personne autorisée à signer un document peut apposer le sceau de l'organisation, le cas échéant, sur le document en question. Tout signataire autorisé peut certifier qu'une copie d'un document, d'une résolution, d'un règlement administratif ou de tout autre document de l'organisation est conforme à l'original.

4. Fin de l'exercice

La fin de l'exercice de l'organisation est déterminée par le conseil d'administration.

5. Pouvoir d'emprunt

Les administrateurs de l'organisation peuvent, sans autorisation des membres,

1. contracter des emprunts, compte tenu du crédit de l'organisation;
2. émettre, réémettre ou vendre les titres de créance de l'organisation ou les donner en garantie sous forme d'hypothèque mobilière, de gage ou de nantissement;
3. donner en garantie au nom de l'organisation;
4. grever d'une sûreté, notamment par hypothèque, tout ou en partie des biens, présents ou futurs, de l'organisation, afin de garantir ses titres de créance.

6. États financiers annuels

L'organisation doit envoyer aux membres une copie des états financiers annuels et des autres documents mentionnés au paragraphe 172(1) (États financiers annuels) de la Loi

ou copie d'une publication de l'organisation reproduisant l'information contenue dans les documents. Au lieu d'envoyer les documents, l'organisation peut envoyer à chaque membre un sommaire accompagné d'un avis informant le membre de la procédure à suivre pour obtenir sans frais une copie des documents. L'organisation n'est pas tenue d'envoyer les documents ou un sommaire à un membre qui, par écrit, renonce à l'envoi de tels documents.

7. Conditions d'adhésion

Sous réserve des statuts, l'organisation compte deux (2) catégories de membres, à savoir les catégories A et B. Le conseil d'administration peut, par résolution, approuver l'admission des membres de l'organisation. Les membres peuvent aussi être admis d'une autre manière déterminée par résolution du conseil d'administration. Les conditions d'adhésion s'établissent comme suit :

Conditions d'adhésion – membres classe A

i) L'adhésion de classe A sera offerte aux revues savantes canadiennes affiliées à une université, à une société savante, ou à une autre organisation au Canada, ainsi qu'à des éditeurs canadiens de multi-journaux.

iii) Chaque membre peut désigner jusqu'à trois personnes de leur revue ou organisation (incluant des personnes émérites) qui, comme prévu dans les articles, auront le droit de recevoir un avis de convocation et de voter à toutes les assemblées des membres. Quel que soit le nombre de représentants nommés par un membre de classe A, chaque membre de classe A aura droit à un (1) vote à ces assemblées.

Membres de classe B

i) L'adhésion de classe B, qui ne donne pas accès au droit de vote, est offerte seulement aux personnes qui désirent servir les objectifs de la corporation et qui : sont employées ou impliquées dans l'industrie de l'édition au Canada ou sont inscrits en tant qu'étudiants dans une école, collège, ou université canadienne.

Sous réserve du paragraphe 197(1) (Modification de structure) de la Loi, une résolution extraordinaire des membres est nécessaire pour apporter des modifications à cette disposition des règlements administratifs si de telles modifications touchent les droits et / ou les conditions décrites aux alinéas 197(1)(e), (h), (l) ou (m).

8. Transfert de l'adhésion

L'adhésion n'est transférable qu'à l'organisation. Sous réserve du paragraphe 197(1) (Modification de structure) de la Loi, une résolution extraordinaire des membres est nécessaire pour apporter des modifications pour ajouter, changer ou supprimer cette disposition des règlements administratifs.

9. Avis d'assemblée des membres

Un avis faisant état des date, heure et lieu d'une assemblée de membres est envoyé à chaque membre habile à voter lors de l'assemblée par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre, l'avis étant communiqué à chaque membre habile à voter à l'assemblée, au cours de la période commençant trente-cinq (35) jours avant la date de l'assemblée et se terminant vingt et un (21) jours avant. Si un membre demande que l'avis lui soit remis par des moyens non-électroniques, l'avis sera envoyé par la poste, par messenger ou en mains propres.

En vertu du paragraphe 197(1) (Modification de structure) de la Loi, une résolution extraordinaire des membres est nécessaire pour modifier les règlements administratifs de l'organisation afin de changer les façons d'aviser les membres habiles à voter aux assemblées de membres.

10. Convocation d'une assemblée par les membres

Le conseil d'administration doit convoquer une assemblée extraordinaire des membres conformément à l'article 167 de la Loi, sur requête écrite des membres qui détiennent au moins 15 % des droits de vote. Si les administrateurs ne convoquent pas une assemblée dans les trente (30) jours suivant la réception de la requête, tout signataire de celle-ci peut le faire. La demande indiquera les questions qui seront considérées lors de la réunion et sera envoyée à chaque membre du conseil d'administration et au bureau de la CALJ/ACRS. Les questions qui seront considérées à l'assemblée générale extraordinaire doit être indiquée, et aucune autre question ne peut être considérée lors de ces réunions.

11. Droits d'adhésion

Les membres seront avisés par écrit des droits d'adhésion qu'ils sont tenus de payer. Tout membre qui omet de verser ces droits dans un délai d'un (1) mois suivant la date de renouvellement de son adhésion sera privé automatiquement de son statut de membre de l'organisation.

12. Fin de l'adhésion

Le statut de membre de l'organisation prend fin dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1. le décès du membre ou sa démission;
2. l'expulsion du membre ou la perte du statut de membre d'une autre manière en conformité avec les statuts ou les règlements administratifs;
3. l'expiration de la période d'adhésion;
4. la liquidation ou la dissolution de l'organisation en vertu de la Loi.

13. Prise d'effet de la fin de l'adhésion

Sous réserve des statuts, l'extinction de l'adhésion entraîne l'extinction des droits du membre, notamment ceux qu'il a à l'égard des biens de l'organisation.

14. Propositions de candidatures en vue de l'élection des administrateurs lors d'assemblées annuelles

Sous réserve des règlements en vertu de la Loi, toute proposition peut faire état des candidatures en vue de l'élection des administrateurs si elle est signée par au moins 5 % des membres ayant le droit de vote lors de l'assemblée à laquelle la proposition sera présentée.

15. Coût de la publication des propositions faites lors des assemblées annuelles des membres

Le membre qui a présenté la proposition paie le coût d'inclusion de celle-ci et de tout exposé accompagnant l'avis de l'assemblée à laquelle la proposition sera présentée, sauf si d'autres règles relatives au paiement sont adoptées par résolution ordinaire des membres présents à l'assemblée.

16. Lieu de l'assemblée des membres

Sous réserve de l'article 159 (Lieu des assemblées) de la Loi, les assemblées se tiennent au Canada, dans le lieu que choisissent les administrateurs ou en tout lieu à l'extérieur du Canada, dont conviennent tous les membres habiles à y voter.

17. Personnes en droit d'assister à une assemblée

Les seules personnes en droit d'assister à une assemblée sont celles habiles à voter à cette assemblée, les administrateurs et l'expert-comptable de l'organisation ainsi que toute autre personne dont la présence est autorisée ou requise en vertu des dispositions de la Loi, des statuts ou des règlements administratifs de l'organisation. Les autres personnes peuvent être admises uniquement à l'invitation du président de l'assemblée ou par résolution des membres.

18. Président des réunions des membres

Le président de CALJ/ACRS préside les réunions des membres. En cas d'absence du président, de son invalidité ou de son refus d'agir, le président élu, le trésorier ou le président sortant assume les fonctions de président. En cas d'absence, d'invalidité, du refus d'agir du président élu, du trésorier ou du président sortant, le conseil d'administration habilité à voter choisit l'un de ses membres pour présider l'assemblée.

19. Quorum lors d'assemblées des membres

Un quorum à chaque assemblée de membres (à moins que la présence d'un nombre plus important de membres soit requise par le règlement) est de 10% des membres habilités à

voter à ces assemblées. Si le quorum est atteint à l'ouverture de l'assemblée des membres, les membres présents peuvent procéder aux délibérations de l'assemblée même si le quorum ne demeure pas pour la durée globale de l'assemblée

20. Voix prépondérantes lors d'assemblées des membres

À moins de disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de la Loi, les décisions relatives aux questions sont prises à la majorité des voix lors de toute assemblée des membres. En cas d'égalité des voix après un vote à main levée, un vote au scrutin secret ou un vote par des moyens électroniques, le président de l'assemblée vote une deuxième fois.

21. Participation par tout moyen de communication électronique lors d'assemblées des membres

Si l'organisation choisit de mettre en place tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux lors d'une assemblée des membres, toute personne autorisée à assister à celle-ci peut y participer par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre de la manière prévue par la Loi. Une personne participant à une assemblée par un tel moyen est considérée comme étant présente à l'assemblée. Sauf disposition contraire du présent règlement administratif, toute personne participant à une assemblée visée par cet article et habile à y voter peut le faire, conformément à la Loi, par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre mis à disposition par l'organisation à cette fin.

22. Tenue d'assemblée des membres entièrement par tout moyen de communication électronique

Les assemblées des membres ne peuvent être tenues entièrement par moyen de communication téléphonique, électronique ou autre.

23. Le Conseil d'administration

La propriété et les affaires de la Corporation sont gérées par le Conseil d'administration. Les administrateurs doivent être des membres de classe A. Le rôle d'un administrateur est de promouvoir les activités et les objectifs de la Corporation; leur présence au conseil ne doit pas être perçue comme venant servir les intérêts de leur propre organisation. L'annexe A présente le processus d'élection et la durée du mandat au Conseil d'administration.

24. Convocation de la réunion du conseil d'administration

Les réunions du conseil peuvent être convoquées par le président, le vice-président du conseil d'administration ou par deux (2) administrateurs à n'importe quel moment. Si

l'organisation n'a qu'un administrateur, cet administrateur peut convoquer et constituer une réunion.

25. Avis de réunion du conseil d'administration

Un avis précisant les dates, heure et lieu d'une réunion du conseil d'administration est donné, de la manière prescrite à l'article sur l'avis de réunion du conseil d'administration du présent règlement administratif, à chaque administrateur de l'organisation. Cet avis n'est pas nécessaire si tous les administrateurs sont présents et qu'aucun d'entre eux ne s'oppose à la tenue de la réunion ou que les administrateurs absents ont renoncé à l'avis ou approuvé autrement la tenue de la réunion en question. L'avis d'ajournement d'une réunion n'est pas nécessaire si les dates, heure et lieu de la réunion ajournée sont annoncés à la réunion initiale.

26. Description des mandats

Le Conseil d'administration se compose comme suit:

- a) Le président de CALJ/ACRS (Président de séance)

- b) Le président sortant de CALJ/ACRS ou le président élu de CALJ/ACRS (vice-président).

27. Comités du conseil d'administration

S'il le juge nécessaire ou approprié à cette fin et sous réserve de la Loi, le conseil d'administration peut déléguer certains pouvoirs à un comité ou à un organe consultatif. Sous réserve des règlements ou des instructions émanant du conseil d'administration, ce comité peut établir lui-même ses règles de procédure. Tout membre d'un comité peut être destitué par résolution du conseil d'administration.

28. Nomination des dirigeants

Le conseil d'administration peut créer des postes de dirigeant, y nommer les dirigeants chaque année ou à intervalle plus fréquent, préciser leurs fonctions et, sous réserve des dispositions de la Loi, leur déléguer le pouvoir de gérer les activités de l'organisation. Un administrateur peut être nommé à n'importe quel poste au sein de l'organisation. Un dirigeant peut être un administrateur, mais il ne s'agit pas d'une exigence à moins que le présent règlement administratif n'impose cette condition. Une même personne peut occuper deux postes ou plus.

29. Description des postes

Le Conseil d'administration de la CALJ/ACRS se compose :

- a) du président
- b) du président sortant ou du président désigné
- c) du secrétaire-trésorier
- d) d'un nombre d'administrateurs déterminé au besoin par une résolution ordinaire du conseil avec l'approbation des membres.

30. Vacance d'un poste

Sauf disposition contraire d'une convention écrite, le conseil d'administration peut, pour un motif valable ou sans raison particulière, destituer n'importe quel dirigeant de l'organisation. À moins d'être ainsi destitué, un dirigeant exerce ses fonctions jusqu'au premier des événements suivants :

1. son successeur a été nommé;
2. le dirigeant a présenté sa démission;
3. le dirigeant est décédé.

Si le poste d'un dirigeant de l'organisation est ou deviendra vacant, les administrateurs peuvent nommer par résolution une personne pour le combler.

31. Mode de communication des avis

Un avis précisant les dates, heure et lieu d'une réunion du conseil d'administration est donné, de la manière prescrite à l'article sur l'avis de réunion du conseil d'administration du présent règlement administratif, à chaque administrateur de l'organisation. Cet avis n'est pas nécessaire si tous les administrateurs sont présents et qu'aucun d'entre eux ne s'oppose à la tenue de la réunion ou que les administrateurs absents ont renoncé à l'avis ou approuvé autrement la tenue de la réunion en question. L'avis d'ajournement d'une réunion n'est pas nécessaire si les dates, heure et lieu de la réunion ajournée sont annoncés à la réunion initiale.

32. Omissions et erreurs

La non-communication involontaire d'un avis à un membre, à un administrateur, à un dirigeant, à un membre d'un comité du conseil d'administration ou à l'expert-comptable, la non-réception d'un avis par l'un de ses destinataires lorsque l'organisation a fourni un avis conformément aux règlements administratifs ou la présence, dans un avis, d'une erreur qui n'influe pas sur son contenu ne peut invalider aucune mesure prise à une assemblée visée par l'avis en question ou autrement fondée sur cet avis.

33. Invalidité de toute disposition du présent règlement administratif

L'invalidité ou l'inapplicabilité d'une disposition des présents règlements administratifs ne touche en rien la validité ni l'applicabilité des autres dispositions de ce règlement administratif.

34. Règlements administratifs et entrée en vigueur

Sous réserve des statuts, le conseil d'administration peut, par résolution, prendre, modifier ou abroger tout règlement administratif qui régit les activités ou les affaires de l'organisation. Un tel règlement administratif, sa modification ou son abrogation, entre en vigueur à la date de la résolution des administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée des membres où il y aura confirmation, rejet ou modification de celui-ci par les membres par résolution ordinaire. Si le règlement administratif, sa modification ou son abrogation est confirmé ou confirmé tel que modifié par les membres, il demeure en vigueur sous la forme dans laquelle il a été confirmé. Le règlement administratif, sa modification ou son abrogation cesse d'être en vigueur s'il n'est pas soumis aux membres à la prochaine assemblée des membres ou s'il est rejeté par les membres lors de l'assemblée.

Cette disposition ne s'applique pas aux règlements administratifs qui exigent une résolution extraordinaire des membres conformément au paragraphe 197(1) (Modification de structure) de la Loi puisque les modifications ou abrogations à de tels règlements administratifs ne sont en vigueur que lorsque qu'elles sont confirmées par les membres.

Approuvé le 24 mai 2014

Modifications aux règlements de 2016 28 mai

Appendis A (ajouté)

Élection et durée du mandat

La Politique du Conseil d'administration

La politique du Conseil d'administration est de développer davantage le règlement de la corporation concernant l'élection et la durée du mandat des administrateurs et membres du conseil d'administration de l'ACRS.

1. Les nominations pour le poste de **Président élu, Président, et Secrétaire-Trésorier** doivent être effectuées par le Comité de nomination. Le comité doit être composé du conseil d'administration et d'autres membres, tel que déterminé par le conseil. Ce comité a la responsabilité de s'assurer de l'équilibre linguistique, géographique, disciplinaire, et de genre des administrateurs du conseil d'administration.
2. Les membres peuvent désigner quelqu'un au Conseil d'administration. Le comité de nomination a la responsabilité d'organiser des élections au cas où il y aurait plus de candidats que de places disponibles au Conseil d'administration.
3. Le **Président** est élu au cours de l'assemblée générale annuelle pour un mandat non-renouvelable de deux ans. Le **Président-élu** est élu au cours de l'assemblée générale annuelle pour un mandat d'un an non-renouvelable. Le poste du **Président sortant** est occupé par le Président dans l'année suivant la fin de son mandat.
4. Le **Secrétaire-Trésorier** est élu pour un mandat renouvelable de deux ans consécutifs (renouvelable une seule fois pour une durée maximum totale de quatre années consécutives). Ce renouvellement est sujet à l'approbation des membres lors de l'assemblée générale annuelle.
5. Les **Administrateurs** sont élus pour un mandat renouvelable de deux ans consécutifs (renouvelable seulement une fois pour une durée totale maximale de quatre années consécutives)
6. Le poste d'un administrateur du **Conseil d'administration** devient vacant si :
 - i) Un membre du Conseil d'administration remet une demande de démission écrite;
 - ii) Un membre du Conseil d'administration, que ce soit pour raison médicale ou toute autre raison, ne parvient pas à assumer ses fonctions pendant une période de six mois; ou
 - iii) lors d'une assemblée annuelle, une résolution votée par au moins deux-tiers des membres décide de relever de ses fonctions un administrateur du Conseil d'administration.
7. Les vacances au sein du Conseil d'administration ayant lieu entre les assemblées générales annuelles peuvent être comblées pour la période restante par le Conseil d'administration jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle.